

**Les agents de la DRFiP et leurs représentants
présentent leurs vœux pour 2012
à Monsieur le Président de la République**

Monsieur le Président,

Si les fonctionnaires de la Direction Régionale des Finances Publiques du Nord vous interpellent aujourd'hui, c'est que la situation dans les services est devenue insupportable dans notre Direction. En dix ans, ce sont 24 591 emplois sacrifiés au national à la DGFIP.

Dans le Nord, cette année ce seront encore 95 suppressions d'emplois nettes qui contribueront à la dégradation de notre mission de service public, et de nos conditions de travail.

Régulièrement, les fonctionnaires dans leur ensemble sont la cible de campagnes de dénigrement organisées par les tenants du libéralisme. Ils sont accusés de tous les maux : inefficacité, absentéisme mais aussi responsables des déficits publics. Ils sont constamment présentés comme une population protégée et irresponsable face aux salariés du privé. Cette mise en accusation est scandaleuse et inadmissible d'autant qu'elle se mène dans un cadre de réformes qui désorganisent l'ensemble des services et n'ont pas d'autres objectifs que la réduction des dépenses publiques.

Ça suffit !

Concernant les déficits publics, qui est responsable de la baisse considérable des rentrées fiscales, des exonérations en tout genre, de la fraude fiscale et sociale ? Ce n'est pas le fonctionnaire. La fraude fiscale qui représente plus de 40 milliards d'euros par an, nécessiterait un renfort des missions de contrôle. Les vrais niches fiscales ne sont pas là où on les pointe souvent, notamment dans les déclarations de revenus, mais surtout dans la dérégulation de la fiscalité notamment au profit des grandes entreprises.

Dans ce débat, les salariés et les ménages refusent de servir de leurre.

Il faut donner aux fonctionnaires des moyens nécessaires à l'exercice des missions de contrôle qui permettront de réintroduire de la justice sociale dans une économie qui ne cesse de creuser les inégalités.

Parallèlement aux suppressions de postes, quel est le coût des nombreuses missions externalisées dans le secteur privé ? S'il n'y a plus de fonctionnaires à rémunérer sur ces missions, que représente le montant annuel des factures réglées au secteur privé ? Où sont les économies ?

Les causes du déficit de l'état ne sont pas toujours celles qu'on pense !

Parallèlement, la taxation des mutuelles, les réformes des retraites, l'instauration des plan de rigueur, l'augmentation du coût de la vie impactent fortement le pouvoir d'achat de vos fonctionnaires. De plus, nos salaires indiciaires sont gelés depuis 2 ans et encore cette année. **C'est insupportable.**

Nos vœux, pour 2012, ce sont :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois
- le renfort des services de la DGFIP (Mr Parini a reconnu lui même que les charges de travail avaient augmenté de 30%)
- l'arrêt de la stigmatisation des fonctionnaires
- une amélioration rapide et concrète des conditions de vie au travail : un management autre que par les indicateurs, statistiques et audits
- une revalorisation rapide des rémunérations et de l'action sociale

